

UN AN D'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT: LIBERTÉS ÉTOUFFÉES, MOUVEMENT SOCIAL RÉPRIMÉ!



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

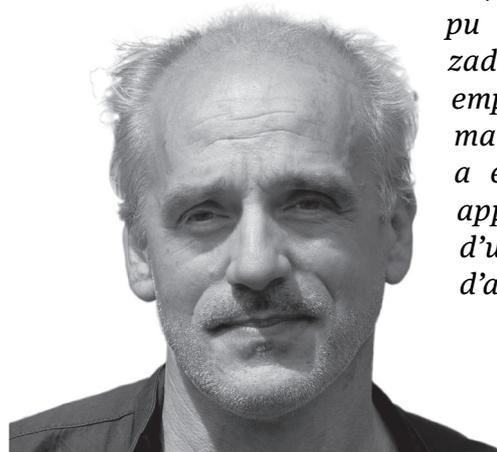
npa2009.org

Profitant des cérémonies d'hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015, le premier ministre Valls a déclaré que l'état d'urgence serait sans doute encore prolongé de quelques mois, pendant toute la durée de la campagne présidentielle. Une réduction drastique des libertés démocratiques pendant l'élection supposée la plus importante...

Au nom « de la sécurité du territoire »...

Hollande décréta l'état d'urgence le 14 novembre 2015. Depuis il a été prolongé de nombreuses fois par des votes majoritaires au Parlement. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, sa mise en place s'est vite révélée un blanc-seing donné au gouvernement pour instaurer tout un arsenal répressif policier, judiciaire et politique dont l'objectif était bien plus large que celui, affiché, d'assurer « la sécurité du territoire »... Dès les manifs contre la COP 21 à Paris quelques semaines après la proclamation de l'état d'urgence on a pu voir quel tournant majeur cela a permis au gouvernement d'effectuer dans sa manière de traiter la contestation sociale. Et Hollande ne s'en cache plus aujourd'hui puisqu'il a récemment déclaré : « *C'est vrai, l'état d'urgence a servi à sécuriser la COP 21, ce qu'on n'aurait pas pu faire autrement. Imaginons qu'il n'y ait pas eu les*

attentats, on n'aurait pas pu interpeller les zadistes pour les empêcher de venir manifester. Cela a été une facilité apportée par l'état d'urgence, pour d'autres raisons que la lutte contre le terrorisme, pour éviter qu'il y ait des échauffourées... ».



Philippe Poutou
ouvrier, candidat anticapitaliste
poutou2017.org
f Philippe Poutou

... tout est désormais permis !

Avec l'émergence de la contestation de la loi El Khomri l'escalade de l'arsenal policier engendrant des violences a été sans précédent. Les violences attribuées aux « casseurs » sont venues progressivement se superposer à celle des terroristes. D'un côté, racisme et islamophobie répandus sans frein par les sommets de l'Etat et relayés pas tout le personnel politique bourgeois et de l'autre, mesures liberticides contre celles et ceux qui contestent l'ordre social : le couvercle s'est peu à peu refermé pour diviser, museler le camp des exploités et permettre ainsi que se déroule la politique anti-sociale pour laquelle ce gouvernement était programmé.

La lutte contre le terrorisme islamique prétexte fallacieux

L'évolution autoritaire du gouvernement français n'est pas isolée. Elle s'inscrit dans une tendance globale des Etats à restreindre les libertés démocratiques, stigmatiser et réprimer les étrangers ou citoyens d'origine étrangère, et à détruire les ultimes protections et acquis légaux des salariés.

Hollande et Valls ont pris très au sérieux leur tâche de mercenaires du capital, en s'attaquant aux droits des salariés et des chômeurs. Ils ont dégagé le terrain pour leurs successeurs à l'Elysée et à Matignon avec la mise en place de tout un arsenal répressif qui sera prêt à l'emploi. On imagine mal des politiciens réactionnaires ou d'extrême droite comme Sarkozy, Juppé ou Le Pen faire moins bien que le PS dans ce domaine... Alors, ne nous laissons pas enfermer dans le piège ultra-sécuritaire et liberticide de l'état d'urgence. Dénonçons sans relâche toutes les atteintes à nos libertés fondamentales ainsi que les guerres que mène notre Etat en Afrique et au Moyen-Orient en notre nom. Ce sont ces guerres qui font le lit du terrorisme et ce n'est pas l'état d'urgence qui nous en protégera.

Lundi 14 novembre 2016

poutou2017.org - contact@npa2009.org